

📍 **CHERBOURG-OCTEVILLE.** Des moyens pourraient-ils disparaître dans le Réseau d'Éducation Prioritaire + des Provinces ?

Cinq établissements scolaires étaient en grève hier

CINQ ÉTABLISSEMENTS scolaires du Réseau d'Éducation Prioritaire + (REP +) des Provinces étaient fermés hier, en réponse à de possibles suppressions qui pourraient affecter le collège Les Provinces et les écoles Hameau-Noblet, Hameau-Baquesne, Les Tournesols et Les Coquelicots. « Une mobilisation exceptionnelle », souligne un professeur.

Plusieurs dizaines de personnes mobilisées

Près de 70 personnes étaient rassemblées dans la matinée devant le collège pour manifester leur attachement à ce réseau. Parmi eux : des professeurs, des parents d'élèves, des organisations syndicales et des élus.

« Nous sommes une fois encore réunis pour défendre le réseau des Provinces et l'éducation en général, annonce Emmanuel Demy, porte-parole du jour. Nous voulons continuer à avoir les moyens nécessaires pour les enfants et pour qu'ils aient la meilleure éducation possible pour leur avenir. On a vraiment besoin de ces moyens qui pourraient nous être retirés. Car le travail du réseau est reconnu : on arrive à faire monter les enfants en compétences. »

Selon les organisateurs du mouvement, plusieurs menaces de suppression pèseraient sur le réseau : « Les cinq postes des assistants pédagogiques, les projets entre les écoles et le collège, le temps consacré à la préparation de ces derniers et les heures dédiées aux apprentissages des élèves ». « Cette action collective a pour but d'obtenir la restitution des moyens supprimés nécessaires à l'éducation des élèves et notamment des plus fragiles », clament-ils.

Écarts et inégalités

Selon le ministère de l'Éducation nationale, le REP



Le rendez-vous était donné devant le collège Les Provinces. L.L.

+ « concerne les quartiers connaissant les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire », dans le cadre d'une politique qui vise à « réduire les écarts de réussite entre les élèves ». En 2023, 362 collèges et 2 459 écoles étaient concernés en France. « Les enseignants y disposent de conditions particulières d'exercice permettant notamment de développer et faciliter le travail collectif et la formation continue », précise encore le ministre.

Des élus solidaires

« Les assistants pédagogiques, qui sont cinq à intervenir dans les

quatre écoles chaque semaine, sont plus que nécessaires, ajoute Emmanuel Demy. Ils permettent par exemple de doubler les classes et de mieux prendre en charge les difficultés des élèves. On ne veut pas de leur suppression. » Et ainsi que le rappelle Florence Desrame de Sud Éducation : « Jusqu'à 28 élèves par classe quand on entre à l'école alors que tout le langage est à construire, ça n'est pas possible. Ces assistants pédagogiques renforcent le *peu* de moyens que nous avons encore et qu'on veut nous enlever. Les assistants pédagogiques, c'est tout ce qui reste. Nous sommes seuls pour accompagner les difficultés scolaires et ça fait des années qu'on martèle que notre système est le plus inégalitaire de France. »

Du côté des élus de Cherbourg-en-Cotentin, représentés sur place en la personne de Dominique Hébert, le soutien est total.

« On défend ces moyens humains pour les familles. On défend les enseignants qui travaillent avec un engagement très fort pour l'égalité républicaine, pour éviter les inégalités et les écarts sociaux, déclare-t-il. On ne peut pas retirer ces moyens publics dans ces quartiers quand on sait que le service public est la richesse de ceux qui sont le plus en difficulté. On ne peut pas d'un côté retirer les moyens de ce réseau et de l'autre aider les plus riches en refusant par exemple la taxe Zucman [rejetée par le Sénat et visant à instaurer un impôt plancher de 2% sur le patrimoine des 1800 Français déte-

nant plus de 100 millions d'euros, NDLR]. Nous y sommes totalement opposés. »

Anna Pic, députée PS de la circonscription, a également témoigné tout son soutien au réseau. « Les assistants pédagogiques jouent un rôle déterminant dans la réussite des élèves, écrit-elle. Ils leur offrent un accompagnement individualisé et de meilleures conditions d'apprentissage. Cette capacité intervenir en petits groupes est souvent décisive. [...] Nous savons que ces menaces de suppression s'inscrivent dans une logique de redéploiement des moyens opérée par l'inspection académique. Ce redéploiement, s'il était confirmé, priverait les écoles des Provinces des ressources qui permettent aujourd'hui d'assurer un accompagnement

adapté aux besoins des élèves. »

Les familles attachées à ce dispositif

« Que dire aux familles qui voient bien qu'on les abandonne sur le terrain et qui sont en colère ?, questionne Martine Quesnel, de la FSU. C'est le moment de se mobiliser, on a encore une chance d'obtenir gain de cause. »

Des familles, parents d'élèves et enfants, étaient également présentes pour grossir les rangs de la contestation. Pour Labdia, mère d'un petit de 5 ans, les moyens supplémentaires que permet le REP + sont indispensables : « Mon fils a des troubles du spectre autistique et il a des besoins spécifiques. Il a trouvé beaucoup de soutien dans son école. Et nous, on nous a aidés à nous orienter. Les instituteurs sont très dévoués, on le voit. Dans ce réseau, on trouve beaucoup plus de choses qu'ailleurs et dans le cas de mon fils, on a pu beaucoup avancer. »

Idem pour Iulia et sa fille, également âgée de 5 ans : « Elle avait besoin de travailler son expression, la prononciation. Elle n'avait pas confiance en elle, elle se braquait. Le réseau donne un vrai coup de pouce. Elle a appris beaucoup grâce à ça. C'est trop important pour les enfants. Si on enlève ça, que vont faire les enfants, les parents et les professeurs ? Ces professeurs-là, ils connaissent leurs besoins. »

● **Ludivine LANIEPCE**

La réponse du rectorat

Sollicité, le rectorat s'est exprimé en retour après la tenue du rassemblement. « Aucune modification de la dotation des assistants d'éducation n'est prévue pour la rentrée prochaine dans le REP + des Provinces, assure-t-il. Ce réseau bénéficie de moyens pédagogiques et humains significativement renforcés, d'un enseignant supplémentaire ainsi que de quatre assistants d'éducation en plus de la dotation habituelle. Nous réaffirmons notre engagement à travailler en concertation avec les équipes pédagogiques et les représentants syndicaux. » Ces derniers regrettaient néanmoins qu'aucun rendez-vous n'avait pu être pris avec lui jusqu'ici, préférant dès lors prévenir plutôt que guérir.



La mobilisation concernait le collège et quatre écoles du quartier. L.L.



Des familles étaient présentes. L.L.